



*REMESA 2012, co-présidence  
France - Maroc*

6<sup>ème</sup> réunion du Comité Permanent Conjoint  
Montpellier, France, 12 et 13 novembre 2012

**Synthèse et relevé de conclusions**

Sujet	Décision	Mise en œuvre
<u>Rappel</u> : validation des comptes rendus CPC	Validation à l'issue d'un délai de 30 jours après envoi du projet de compte-rendu.	Secrétariat REMESA (OIE Tunis)
Activités en santé animale dans la région	Préparer un tableau de synthèse de toutes les actions de coopération et collaborations en santé animale.	FAO, OIE et les pays membres
Cadre de coopération REMESA	Validation en séance des modifications proposées par les CVO espagnol, français et marocain, et signature du cadre de coopération. Le document validé et signé sera envoyé aux pays membres après signature par le CVO italien (absent lors du CPC de Montpellier).	Co-présidence française et OIE Tunis
Rencontre méditerranéenne santé animale - rôle des éleveurs dans l'action sanitaire	Proposition approuvée par les participants (sans valider à ce stade de calendrier spécifique).	Co-présidence franco-marocaine
Prochaine étape (après la signature du cadre de coopération)	Préparer la poursuite et le développement d'actions concrètes et opérationnelles. Définir un programme de travail pour les 3 ou 4 prochaines années.	FAO, OIE et pays membres
Elargissement du REMESA	Intégration de Chypre, de la Grèce et de Malte sous réserve d'une demande officielle.	Pays membres
Date et lieu du 7 <sup>ème</sup> CPC	Jeuudi 4 et vendredi 5 avril 2013 au Portugal (Algarve, à confirmer).	Co-présidence avec le secrétariat REMESA

La 6<sup>ème</sup> réunion du Comité Permanent Conjoint du REMESA s'est tenue à Montpellier les 12 et 13 novembre 2012. Les CVO et représentants des dix pays membres du REMESA, les représentants de la Commission européenne, de la FAO et de l'OIE ont participé à cette réunion qui était co-présidée par la France et le Maroc (co-présidence 2012 du REMESA). Le CVO de Malte et le représentant du CVO de Chypre ont participé à titre d'observateur. La Grèce, également invitée à titre d'observateur, était excusée. Le Secrétariat de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) n'a pas pu répondre à l'invitation (cf. liste des participants en pj).

Après avoir salué et remercié tous les participants pour leur présence, le Directeur régional du CIRAD a souligné dans son allocution d'ouverture le positionnement stratégique du CIRAD sur la Méditerranée comme étant le résultat d'une demande du Gouvernement français mais aussi par l'importance des défis qui se jouent dans la région méditerranéenne (la santé animale est ainsi une des 5 thématiques majeures affichées dans les orientations stratégiques du CIRAD en Méditerranée). Avant de donner la parole au CVO marocain pour son mot d'ouverture, le CVO français a insisté sur la relation de confiance qui s'est développée entre les 10 pays membres du REMESA, ce qui contribue à renforcer la lutte contre les maladies animales dans la région et à favoriser le développement du commerce des animaux et des produits animaux. Il a par ailleurs rappelé que le REMESA faisait suite à l'initiative lancée lors de la Présidence française de l'UE en 2008 (REMSA). Le CVO marocain s'est ensuite félicité de la signature prochaine du cadre de coopération et les représentants de l'OIE et de la

FAO ont à leur tour rappelé l'engagement de leurs institutions pour le bon fonctionnement et la réussite du REMESA.

Les travaux ont ensuite débuté par la validation de l'ordre du jour. Le programme était articulé autour des thèmes détaillés ci-dessous (les présentations Power Point sont disponibles sur <http://www.remesanetwork.org>).

### **Situation zoonositaire dans la région :**

Les CVO des pays membres ainsi que les représentants de Chypre et Malte ont détaillé la situation zoonositaire dans leurs pays notamment en ce qui concerne la peste des petits ruminants (PPR), la rage, la Fièvre catarrhale ovine (FCO), la fièvre de West Nile, la fièvre aphteuse (FA), la fièvre de la vallée du Rift (FVR), le SBV (virus Schmallenberg), l'Anémie infectieuse équine, la brucellose (*B. abortus* et *B. melitensis*) et la fièvre charbonneuse. L'OIE Tunis a ensuite présenté une synthèse de la situation zoonositaire dans la région suivie de l'évolution de la distribution mondiale de la PPR et de la distribution par sérotype de la FA au niveau mondial et en Afrique (voir présentation power-point). Les deux préoccupations majeures dans la région sont actuellement la FA persistante en Libye et la recrudescence de la FVR en Mauritanie (19 décès ont été notifiés au cours des 2 derniers mois selon les informations fournies par le CVO mauritanien). Au sujet de la fièvre aphteuse, la FAO Tunis a présenté les résultats de la mission du centre FAO/OIE de gestion des crises en santé animale (CMC-AH) organisée en mai 2012 en Libye. Les recommandations de la conférence mondiale (Bangkok, juin 2012) et les conclusions de la réunion sous-régionale au siège de l'UMA (Rabat, juillet 2012) ont également été rappelées. Le CVO français a par ailleurs informé ses homologues du recouvrement prochain par la France du statut « indemne de fièvre catarrhale ovine (FCO) ».

### **Projet de rencontre méditerranéenne de la santé animale :**

L'opportunité d'une rencontre méditerranéenne de la santé animale sur le rôle des éleveurs dans l'action sanitaire a été proposée par la co-présidence franco-marocaine et a été saluée et approuvée par tous les participants (sans valider à ce stade de calendrier spécifique).

### **Signature du Cadre de coopération pour la création et le développement du REMESA :**

La version finalisée du cadre de coopération a été présentée en séance et a fait l'objet de modifications mineures avant d'être validée par tous les membres. Cette dernière séance de travail à ce sujet a permis la signature du cadre de coopération lors de la cérémonie prévue à cet effet avant le dîner officiel offert par la France. Le cadre de coopération étant maintenant validé et signé (ce cadre définit les règles de fonctionnement du REMESA), tous les CVO du réseau ont appelé de leurs vœux la poursuite et le développement d'actions concrètes et opérationnelles dans la région.

### **Activités FAO – OIE, coopérations et jumelages dans la région :**

Les rapports d'activités et plans d'actions ont été explicités par l'OIE et par la FAO. Ces derniers ont été validés par les membres du REMESA (voir présentations power-point). Le plan d'action pour les 6 mois à venir prévoit notamment la mise en œuvre du projet FVR par la FAO et l'OIE, la poursuite des activités des sous-réseaux ou encore l'organisation début 2013 à Tunis de la réunion de clôture du projet OIE de collaboration régionale sur la fièvre catarrhale ovine entre l'Algérie, le Liban, l'Italie et la Tunisie.

Parmi les interventions des CVO au sujet des projets de coopération dans la région, on retiendra l'intérêt unanime pour l'élaboration et la mise à jour régulière d'un tableau de synthèse de toutes les actions et collaborations en santé animale dans la zone REMESA (proposition de la FAO Tunis). La poursuite du processus PVS de l'OIE a été signalée par l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Pour ce qui concerne les jumelages européens, la Tunisie a

exprimé sa satisfaction au sujet de la mise en œuvre du jumelage au CNVZ<sup>1</sup> (partenariat avec la France, l'Italie et l'Espagne) et le CVO algérien a indiqué que deux projets de jumelages étaient prévus en Algérie (mise sous assurance qualité et surveillance des résidus). Au niveau de la coordination régionale, l'Égypte a souligné l'importance de partager les résultats de surveillance FA et PPR et a confirmé un statut favorable en matière de FVR (analyse de 4000 à 5000 échantillons par an). Le CVO libyen a exprimé son intérêt pour une stratégie régionale harmonisée pour la lutte et le contrôle de la PPR. Il a par ailleurs donné son accord pour un appui de la FAO en termes de communication. La France a rappelé son appui financier et technique au REMESA et a mentionné les partenariats ou collaborations en cours avec la Tunisie (jumelage européen avec le CNVZ), le Maroc (formation de vétérinaires officiels, coopérations régulières entre l'ONSSA et la DGAL, jumelage OIE entre le laboratoire Biopharma et le CIRAD sur la PPR) et l'Algérie (projet DIVECO - diversification de l'économie agricole - de la Commission européenne). Le CVO français, en collaboration avec son homologue espagnol, a également indiqué qu'un appui de l'EUFMD<sup>2</sup> au REMESA pour la FA avait été acté lors du dernier comité exécutif de l'EUFMD à Pirbright. Le CVO du Maroc a évoqué la réalisation d'une enquête FA de grande envergure (près de 8000 prélèvements prévus) qui s'inscrit dans le cadre de la demande de reconnaissance de pays indemne de FA sans vaccination que le pays envisage de déposer auprès de l'OIE. Cette enquête pourrait être mise en relation avec l'étude régionale sur la FA (par enquête sérologique) proposée par l'ANSES<sup>3</sup> à laquelle participent déjà la Tunisie, l'Algérie et la Mauritanie. Il a également mentionné la formation de 300 vétérinaires en communication dans le cadre d'un projet de la banque mondiale financé par la Commission européenne, le plan de communication du Maroc étant par ailleurs en cours de finalisation. Le CVO de la Mauritanie a finalement insisté sur les besoins du CNERV<sup>4</sup> en termes d'appui technique et il a rappelé la perspective d'un jumelage OIE entre le CNERV et le Centre collaborateur OIE de Teramo.

### **Evolution et financement du REMESA :**

Au sujet de l'évolution et du financement du REMESA, tous les membres se sont accordés sur la nécessité de préparer un programme de 3 ou 4 ans offrant une visibilité accrue pour les bailleurs de fonds et qui permette, maintenant que le cadre de coopération a été signé, de passer à une phase opérationnelle du REMESA. Pour ce faire et selon son représentant, un appui de la Commission européenne pourrait être envisagé pour financer des ateliers ou réunions des sous-réseaux et certaines réunions du CPC.

### **Réseau CaribVET, système d'information sur la mobilité animale et expertise sur les vecteurs :**

L'historique, le fonctionnement, les activités et perspectives du Réseau caribéen de Santé Animale (CaribVET) qui regroupe 32 pays de la Caraïbe ont ensuite été présentés par le CIRAD qui a également formulé des propositions de collaborations pour mettre en lien la recherche et la surveillance dans la région méditerranéenne (par exemple, améliorer et actualiser les cartes de distribution des vecteurs ou développer de nouvelles techniques de surveillance en lien avec les nouvelles méthodes de diagnostic).

Une proposition de système d'information sur la mobilité animale dans la région, prolongeant le travail du RESEPSA sur la question, a été présentée par le CIRAD. L'outil réalisé jusqu'à présent reste modeste ; un développement plus approfondi permettrait de répondre à des enjeux de moyen et long termes tout en étant un outil fédérateur pour les pays de la région. La question du financement de cet outil à finaliser n'a pas été débattue.

---

<sup>1</sup> Centre National de Veille Zoosanitaire

<sup>2</sup> Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse

<sup>3</sup> Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, France

<sup>4</sup> Centre National d'Elevage et de Recherches Vétérinaires

Un état des lieux de la lutte anti vectorielle en France en 2008 est à l'origine du CNEV qui a été présenté par la suite (Centre national d'expertise sur les vecteurs). Ce consortium pour la lutte anti vectorielle crée officiellement en 2011 regroupe aujourd'hui près de 140 agents au niveau français. Le Directeur du CNEV a souligné l'importance des collections entomologiques de référence pour la lutte anti vectorielle et la maîtrise des risques sanitaires. Il s'est déclaré favorable à ce que les pays du REMESA puissent répertorier leurs collections de vecteurs sur le portail du centre s'ils le souhaitent.

### **Relevé de conclusions :**

- La signature du cadre de coopération à l'occasion du CPC de Montpellier permettra de définir une stratégie claire avec un plan d'action associé,
- Un tableau de synthèse des principales actions et collaborations en santé animale dans la zone sera préparé pour chaque CPC,
- L'exemple du Caribvet rappelle combien les notions de temps et d'appropriation par les pays sont importantes dans la constitution d'un réseau régional. La confiance mutuelle et les échanges d'informations entre les pays membres sont fondamentaux,
- Le représentant de la Commission européenne a indiqué que le financement par la DG SANCO de certaines activités de l'OIE via le Fonds mondial de l'OIE pour la santé et le bien-être des animaux pourrait être mobilisé en vue des réunions à venir du CPC, probablement pour 2013 et possiblement pour 2014,
- Ce financement, en complément d'un appui possible via les programmes BTSF<sup>5</sup> ou TAIEX<sup>6</sup> pour des activités ciblées, permettrait de garantir la mise en œuvre d'actions de santé animale dans le cadre du REMESA, la pérennité du Secrétariat REMESA (géré par l'OIE ou la FAO) étant assurée pour plusieurs années,
- Le REMESA pourra en outre s'appuyer techniquement sur des structures existantes : EUFMD, EFSA<sup>7</sup>, Agences nationales, etc.
- Au sujet de l'élargissement du réseau, les éventuelles candidatures des pays observateurs invités à ce 6ème CPC (Chypre, Grèce et Malte) sont à envoyer aux co-présidents du REMESA (CVO France et Maroc),
- La co-présidence du REMESA pour 2013 sera assurée par la Libye et le Portugal,
- La prochaine réunion du CPC aura lieu les 4 et 5 avril 2013 au Portugal (Algarve, à confirmer).

Les deux co-présidents Français et Marocain ont enfin tenu à remercier le secrétariat du REMESA, le CIRAD et FVI<sup>8</sup> pour l'organisation de ce CPC.

\* \* \*

### **Pièces jointes :**

- Programme de la réunion
- Liste des participants
- Cadre de coopération signé

**Rédaction :** Vincent Brioude  
Pour le Secrétariat du REMESA  
Représentation sous-régionale de l'OIE pour l'Afrique du Nord

---

<sup>5</sup> Better Training for Safer Food (initiative de formation de la Commission européenne)

<sup>6</sup> Technical Assistance Information Exchange (missions de courte durée, séminaires, ateliers, formations techniques, etc.)

<sup>7</sup> Autorité européenne de sécurité des aliments

<sup>8</sup> France vétérinaire international